



**COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS  
AU 30 SEPTEMBRE 2011**

**ANNEXE**

Le 15 novembre 2011

**ANNEXE**  
**SOMMAIRE**

*(Chiffres exprimés en millions d'euros  
sauf mention contraire)*

**NOTES**

<b>1.</b>	<b>Faits significatifs AU 30 septembre 2011</b>	<b>p : 4</b>
<b>2.</b>	<b>Principes et méthodes comptables du Groupe</b>	<b>p : 6</b>
<b>3.</b>	<b>Actif non courant</b>	<b>p : 14</b>
<b>4.</b>	<b>Actif courant</b>	<b>p : 15</b>
<b>5.</b>	<b>Information sur les capitaux propres consolidés</b>	<b>p : 16</b>
<b>6.</b>	<b>Provisions non courantes et courantes</b>	<b>p : 16</b>
<b>7.</b>	<b>Dettes financières non courantes et courantes</b>	<b>p : 18</b>
<b>8.</b>	<b>Principaux éléments de variation de l'endettement net</b>	<b>p : 18</b>
<b>9.</b>	<b>Analyse du chiffre d'affaires et autres produits de l'activité</b>	<b>p : 19</b>
<b>10.</b>	<b>Résultat opérationnel</b>	<b>p : 19</b>
<b>11.</b>	<b>Charge d'impôt</b>	<b>p : 20</b>
<b>12.</b>	<b>Information sectorielle</b>	<b>p : 20</b>
<b>13.</b>	<b>Principaux taux de conversion</b>	<b>p : 21</b>

Déclaration de conformité :

Les états financiers consolidés condensés au 30 septembre 2011 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, sur la base du coût historique à l'exception de certains actifs / passifs financiers évalués à leur juste valeur ; ils sont présentés comparativement avec les états établis au 30 septembre 2010 et au 31 décembre 2010.

Au 30 septembre 2011, le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'UE.

Ils présentent en millions d'euros (sauf mention contraire) :

- ✓ Le Bilan,
- ✓ Le Compte de résultat et l'état des charges et produits comptabilisés,
- ✓ Le Tableau de variation des capitaux propres,
- ✓ Le Tableau des flux de trésorerie,
- ✓ L'Annexe.

## 1.1. PÉRIMÈTRE CONSOLIDÉ AU 30 SEPTEMBRE 2011

### Évolution comparative du périmètre de consolidation :

Au 30 septembre 2011, 1127 entités sont consolidées, contre 1 158 à fin 2010 ; la réduction nette de (31) concerne principalement Bouygues Immobilier (déconsolidations sur SCI / SNC...en fin de programme) et TF1 (cession SPS...).

	SEPTEMBRE 2011	DECEMBRE 2010
<b>Intégrations globales</b>	<b>859</b>	<b>882</b>
<b>Intégrations proportionnelles</b>	<b>207</b>	<b>217</b>
<b>Mises en équivalence</b>	<b>61</b>	<b>59</b>
	<b>1127</b>	<b>1 158</b>

### Acquisitions et opérations significatives au cours des neufs premiers mois de l'exercice 2011 :

- GROUPE LEADBITTER (BOUYGUES CONSTRUCTION) :

Après accord en mars 2011 des autorités de la concurrence de la Commission Européenne, le groupe Bouygues Construction a acquis 51 % du groupe Leadbitter au travers de la société holding Leadbitter Bouygues Holdings LTD ; les 49 % détenus par l'équipe managériale devraient être acquis dans un délai maximum de 4 ans.

Le groupe Leadbitter (activité de bâtiment au Royaume-Uni) est consolidé par intégration globale dans les comptes du groupe Bouygues Construction à partir du 31 mars 2011 ; l'investissement financier sur ce dernier est pris en compte pour 37 M€ sur les neufs premiers mois de l'exercice 2011.

L'engagement de rachat des intérêts minoritaires de la société holding affecte notamment les dettes financières non courantes.

- GAMMA MATERIALS LTD (COLAS) :

Fin juin 2011, Colas a acquis 50 % de la société Gamma Materials Ltd (située à l'île Maurice) pour 33 M€. Au 30 septembre 2011, Gamma Materials est consolidée par intégration proportionnelle et l'écart de première consolidation a été affecté de manière provisoire pour 29 M€ principalement aux terrains de gisement.

- ALSTOM :

Alstom est consolidée selon la méthode de mise en équivalence pour sa valeur nette globale d'acquisition complétée des contributions de la période au résultat net.

Alstom a publié le 3 novembre 2011 ses résultats semestriels au titre de l'exercice 2011/12 ; sur cette base et compte tenu du décalage de date de clôture des exercices annuels d'Alstom (31 mars) et de Bouygues (31 décembre), la contribution d'Alstom au résultat net est de 40 M€ pour le troisième trimestre et de 134 M€ pour les neufs premiers mois de l'exercice 2011.

L'amortissement des réestimations pratiquées sur les neufs premiers mois de l'exercice 2011 au titre des actifs identifiables incorporels et autres d'Alstom, au compte de résultat consolidé du Groupe, s'élève à (12) M€, pour la part revenant au groupe Bouygues.

La participation est présentée au bilan sur la ligne « Entités associées » pour un montant net global de 4 393 M€ (dont 2593 M€ de goodwill).

## **1.2. CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ DES NEUFS PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2011 :**

Il s'élève à 23 719 M€, en progression de 2.8 % par rapport à l'activité réalisée au 30 septembre 2010.

## **1.3. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE POSTÉRIEURS AU 30 SEPTEMBRE 2011**

L'assemblée générale extraordinaire de Bouygues du 10 octobre 2011 a approuvé l'opération d'Offre Publique de Rachat d'Actions (OPRA) sur ses propres actions d'un montant de 1 250 millions d'euros portant sur un maximum de 41 666 666 actions, soit 11,7% du capital, au prix de 30 euros par action. Les actions ainsi rachetées seront annulées au quatrième trimestre.

Cette Offre s'est déroulée du 17 octobre au 7 novembre 2011 : 11,7% du capital a été racheté ce qui se traduira au quatrième trimestre 2011 par un décaissement de 1 250 millions d'euros et une réduction des capitaux propres à due concurrence.

Le 11 octobre 2011, Bouygues Telecom est devenue titulaire pour un montant de 228 M€ d'une autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2,6 Ghz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public. Cette autorisation, dont la mise en service sera effective après la fin de l'exercice 2011, est consentie pour une durée de 20 ans.

## 2.1. LES ACTIVITÉS DU GROUPE

Le groupe Bouygues (le « Groupe ») est un groupe industriel diversifié, implanté dans plus de 80 pays.

Les métiers s'organisent autour des pôles d'activités ci-après :

a) Construction :

- Bouygues Construction (BTP, énergie et services),
- Bouygues Immobilier,
- Colas (Routes).

b) Télécoms – Médias :

- TF1 (Télévision),
- Bouygues Telecom (Téléphonie mobile/fixe / TV et internet).

c) Le groupe Bouygues détient également, une participation de 30,73 % dans le groupe Alstom (Alstom Thermal Power, Alstom Renewable Power, Alstom Transport, Alstom Grid).

## 2.2. PRINCIPES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues S.A et de ses filiales, ainsi que les participations dans les entités associées ; ils sont présentés en millions d'euros, devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe ; ils intègrent également les recommandations de présentation du CNC (devenu l'ANC) n° 2009-R-03 du 2 juillet 2009, en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 15 novembre 2011.

Au 30 septembre 2011, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les états financiers de l'exercice 2010, à l'exception le cas échéant des normes IFRS (voir ci-après), applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2011 ; de ce fait, l'ensemble des principes et méthodes comptables du Groupe, n'est pas repris de manière détaillée en note 2 de l'annexe au 30 septembre 2011 ; les états financiers consolidés à cette date, doivent être examinés conjointement avec ceux établis au 31 décembre 2010.

- *Principales normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne, d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2011 :*
  - **IFRIC 14** : Paiements d'avance dans le cadre d'une exigence de financement minimal (sans incidence sur les comptes).
  - **IFRIC 19** : Extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres (sans incidence).
- *Principales autres normes, amendements, et interprétations essentielles, publiés par l'IASB, non encore approuvés par l'Union Européenne : (applicables par anticipation au 1/1/2011).*
  - Au 30 septembre 2011, le Groupe n'a pas appliqué de normes, amendements, et interprétations par anticipation.

- Choix comptables / estimations dans l'évaluation de certains Actifs / Passifs / Produits et Charges :

Afin de préparer les états financiers consolidés conformément aux normes et interprétations, des estimations et des hypothèses ont parfois été faites ; elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel : l'appréciation des tests de dépréciation des goodwill, des paiements en actions (stock-options), des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière...), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, des impôts différés actif, et des provisions...

Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, à un autre événement ou une condition, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, afin que les états financiers :

- Présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- Traduisent la réalité économique des transactions,
- Soient neutres, prudents, et complets dans tous leurs aspects significatifs.

Dès lors, une information circonstanciée figure dans l'annexe aux comptes consolidés.

Les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation annuel à la clôture de l'exercice, (ou en cours d'exercice s'il existe des indices de perte de valeur), afin de vérifier que la quote-part de valeur recouvrable est supérieure à la valeur comptable consolidée ; dans le cas inverse, une dépréciation peut être prise en compte (IAS 36) : ➔ voir chapitre 2.7 : « Suivi de la valeur des actifs immobilisés ».

- Changement de méthode comptable :

Au 30 septembre 2011, le Groupe n'a pas procédé à des changements de méthodes comptables, sauf obligations IFRS présentées ci-avant, qui restent sans incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

### 2.3. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

- Intégration globale :

Les sociétés sur lesquelles Bouygues exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale.

Appréciation du contrôle exclusif sur TF1 :

- Au 30 septembre 2011, Bouygues détient 43,08 % des droits de vote de TF1 ; le contrôle exclusif exercé sur TF1 est fondé sur les points ci-après :
  - Bouygues détient de façon continue et régulière une forte majorité des droits de vote en assemblée générale des actionnaires de TF1, aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction de droits de vote supérieure à celle détenue par Bouygues.
  - La détermination par Bouygues seule des décisions en assemblée générale est manifeste sur une période d'au moins deux exercices successifs.

On peut y ajouter :

- Le nombre élevé de postes d'administrateurs alloués à Bouygues au sein du conseil d'administration de TF1,
- Le rôle de Bouygues dans la nomination des principaux dirigeants de TF1.

Le contrôle exclusif exercé par Bouygues sur TF1 est ainsi établi.

- Intégration proportionnelle : participations dans les coentreprises

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus, conviennent d'exercer une activité économique, sous contrôle conjoint ; les actifs / passifs, charges et produits de ces sociétés sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle en quote-part du pourcentage de contrôle : c'est le cas notamment pour les sociétés en participation travaux de Bouygues Construction, Colas et les sociétés immobilières de Bouygues Immobilier.

- Participations dans les sociétés associées :

Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable ; cette dernière est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de l'entité.

Les résultats, les actifs et passifs des sociétés associées sont appréciés selon la méthode de la mise en équivalence.

- Alstom : Bouygues exerce une influence notable sur Alstom compte tenu de sa participation de 30,73 % au 30 septembre 2011, et de sa représentation par 2 administrateurs au conseil d'administration. La rubrique « Entités associées » à l'actif du bilan inclut la valorisation comptable de cette participation (y compris goodwill).
- Conformément à IAS 39, les participations non consolidées sont comptabilisées à leur juste valeur, et font l'objet de tests d'évaluation de leur valeur.

Les principales évolutions de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2011 sont analysées en chapitre « Faits significatifs ».



## 2.4. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées, qui apprécient notamment la notion de « prise de contrôle » dans l'application faite aux opérations d'acquisition ou de cession de titres ; selon le cas, les impacts sont pris soit en compte de résultat consolidé, soit en capitaux propres selon nature du regroupement.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la juste valeur de la contrepartie transférée est affectée aux actifs et passifs identifiables acquis. Ces derniers sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3. Cette méthode consiste à réestimer les actifs et passifs acquis, pour leur juste valeur totale, (et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise).

Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3 révisée offre le choix entre une évaluation des intérêts minoritaires :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un goodwill alloué à ces derniers, méthode dite du « goodwill complet »),
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans goodwill affecté aux minoritaires, méthode dite du « goodwill partiel »).

La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

Dans ce contexte, le goodwill représente l'excédent résiduel du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition, les intérêts minoritaires étant, selon le choix retenu, évalués ou non à la juste valeur (comme indiqué ci-avant). Le goodwill est affecté à l'unité génératrice de trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissements des acquisitions (métier pour le groupe Bouygues).

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquise, les intérêts minoritaires, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder 12 mois.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Ultérieurement, le goodwill est évalué annuellement, à son coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur déterminées comme indiqué au chapitre ci-après intitulé « Suivi de la valeur des actifs immobilisés », conformément à la norme IAS 36. En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

Conformément à IFRS3 R, à la date de prise de contrôle, la quote-part antérieurement détenue est réévaluée à la juste valeur, en contrepartie du résultat ; en cas de perte de contrôle, en complément du résultat de cession, la quote-part conservée est également réévaluée à la juste valeur, en contrepartie du résultat.

En cas de variation de pourcentage, sans incidence sur le contrôle, l'écart entre le prix payé ou encaissé et la valeur comptable des intérêts minoritaires est constaté directement en capitaux propres part du Groupe. En conséquence, il n'y a pas constatation de goodwill complémentaire.

Les coûts directs liés au regroupement sont comptabilisés en résultat.

Les goodwill déterminés antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des minoritaires sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise ; les normes révisées laissent le choix à l'appréciation d'un goodwill complet ou partiel (acquisitions nouvelles).

## 2.5. MÉTHODE DE CONVERSION DES ÉLÉMENTS EN DEVICES

### 2.5.1. Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non-monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

### 2.5.2. États financiers des entités étrangères

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique « Ecart de conversion » des capitaux propres consolidés. Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales et dans les entreprises associées étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

## 2.6. MÉTHODE D'APPRÉCIATION DES IMPOSITIONS

- Au 30 septembre, l'imposition des sociétés consolidées est déterminée selon les principes définis par la norme IAS 34 ; la charge d'impôt de chacune est prise en compte au titre de la période intermédiaire, sur la base de la meilleure estimation du taux d'imposition annuel moyen attendu pour l'ensemble de l'exercice (sauf sociétés holding appréciées selon une imposition réelle à fin de période) qui tient compte pour 2011 de la révision de la loi de Finance de septembre 2011 pour les sociétés françaises. L'impact sur les comptes au 30 septembre 2011 n'est pas significatif.
- Les impositions différées sont constatées pour les différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passif. Elles résultent :
  - Des différences temporaires apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Elles sont soit :
    - des sources d'impositions futures : (impôts différés passif) il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée... ;
    - des sources de déductions futures : (impôts différés actif) sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement.
  - Des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actif) dont il est probable qu'ils seront récupérés sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt nationaux dont l'application est connue à la date d'arrêté des comptes, selon pays.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation, ils sont présentés en « actifs et passifs non courants ».

## 2.7. SUIVI DE LA VALEUR DES ACTIFS IMMOBILISÉS

Des tests de dépréciation de la valeur nette comptable des actifs immobilisés corporels sont réalisés lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Au moins une fois par an (lors de la clôture annuelle) ou lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, la valeur au bilan des actifs incorporels à durée de vie indéfinie et des goodwill est comparée à leur valeur recouvrable.

Afin de déterminer la valeur recouvrable, les actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent, ou dans le groupe d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (métiers pour le groupe Bouygues). La valeur recouvrable de l'UGT est déterminée comme suit :

- Pour les métiers cotés en bourse, présentant une bonne liquidité (TF1, Alstom) : à partir du cours de bourse si celui-ci est supérieur à la valeur comptable des actifs majoré d'une prime de contrôle le cas échéant, sinon par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) prenant en compte les spécificités de la participation
- Pour les autres métiers : par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) prenant en compte les spécificités de la participation.

La valeur recouvrable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à leur valeur au bilan consolidé ; une dépréciation définitive est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur s'avère supérieure à la valeur recouvrable. Elle est imputée en priorité à la dépréciation du goodwill existant.

Au 30 septembre 2011, l'évolution des cours de bourse de TF1 et Alstom a été analysée comme un indice de perte de valeur et un test a été réalisé.

- Test de dépréciation de TF1 :

Au 30 septembre 2011, le cours de clôture des actions TF1 majoré d'une prime de contrôle est inférieur au prix de revient consolidé, selon détail donné en note 3.3 de l'annexe.

Un test de dépréciation a été réalisé sur la base des derniers plans d'affaires présentés au conseil d'administration de TF1.

Les taux d'actualisation (WACC) et taux de croissance retenus au 30 septembre 2011 pour TF1 sont les suivants :

Taux d'actualisation		Taux de croissance
H1 (a)	H2 (a)	
7.47%	6.65%	2%

- (a) Selon hypothèse de structure d'endettement :  
H1 = 1/3 dette – 2/3 fonds propres.  
H2 = 2/3 dette – 1/3 fonds propres.

- Test de dépréciation d'Alstom :

Au 30 septembre 2011, le cours de clôture des actions Alstom est inférieur au prix de revient consolidé, selon détail donné en note 3.3 de l'annexe.

Un test de dépréciation a été réalisé, sur la base de prévisions établies par un panel d'analystes financiers portant notamment sur les études actualisées après la publication des comptes semestriels d'Alstom le 3 novembre 2011.

Les taux d'actualisation (WACC) et taux de croissance retenus au 30 septembre 2011 pour Alstom sont les suivants :

Taux d'actualisation		Taux de croissance
H1 (a)	H2 (a)	
8.18%	7.37%	2%

(b) Selon hypothèse de structure d'endettement :  
 H1 = 1/3 dette – 2/3 fonds propres.  
 H2 = 2/3 dette – 1/3 fonds propres.

L'appréciation des valeurs recouvrables de ces deux participations ainsi déterminées reste supérieure à la valeur comptable des actifs testés dans chaque hypothèse retenue.

Pour ces actifs, des analyses de sensibilité du calcul aux hypothèses clés, incluant des changements raisonnablement possibles de ces dernières, n'ont pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à la valeur comptable des actifs testés, nécessitant alors une dépréciation de ceux-ci.

## 2.8. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Il est présenté selon IAS 7 et la recommandation CNC (devenu l'ANC) n°2009-R-03 du 2 juillet 2009 (en méthode indirecte).

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence de trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

- Capacité d'autofinancement :

Elle se définit comme suit :

Résultat net consolidé des sociétés intégrées avant : dotations nettes aux amortissements et provisions / résultat sur cessions d'actifs / coût de l'endettement financier net (CEFN), et charge d'impôts de l'exercice (le CEFN figure en flux des opérations de financement sur le tableau des flux).

- La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :
  - trésorerie et équivalents de trésorerie,
  - concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

Au 30 septembre 2011, 1 250 millions d'euros ont été remis en collatéral dans le cadre de l'Offre Publique de Rachat d'Action et ont été décaissés le 15 novembre 2011 lors du rachat de ses propres actions par Bouygues (cf.1.3). Quatre des banques présentatrices de l'offre se sont en effet portées garantes du paiement auprès des actionnaires (dans la limite maximale de 1 250 millions d'euros) en contrepartie de certificats de dépôts collatéralisés. Les fonds alloués à cette opération spécifique restant ainsi disponibles, ils sont présentés dans la trésorerie et équivalents de trésorerie.

## 2.9. AUTRES INDICATEURS FINANCIERS

### 2.9.1. EBITDA

Résultat opérationnel courant corrigé des dotations nettes aux amortissements / provisions, et dépréciations.  
(Après reprises sur provisions / dépréciations utilisées ou non).

### 2.9.2. Cash flow libre

Il est égal à la capacité d'autofinancement (déterminée après coût de l'endettement financier et charge nette d'impôt de l'exercice, et avant variation du besoin en fonds de roulement) diminuée des investissements nets d'exploitation de l'exercice.

### 2.9.3. Endettement financier net

Il résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- soldes créditeurs de banque,
- dettes financières non courantes et courantes,
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

## 2.10. ÉTAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

Le Groupe présente l'état des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres ; il fait apparaître un résultat net comparatif incluant les charges et produits concernés.

## 2.11. COMPARABILITÉ DES ÉTATS FINANCIERS

Les variations de périmètre de l'exercice, n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers présentés au 30 septembre 2011 et ne font pas obstacle à la comparaison avec les états financiers établis au 30 septembre 2010.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2011 par la société Leadbitter (Bouygues Construction) depuis son acquisition s'élève à 255 M€ dont 121 M€ sur le second trimestre. Celui de Gamma Materials Ltd n'est pas significatif.

Le chiffre d'affaires réalisé par Colas – Mayotte au 30 septembre 2011 et exercices comparatifs, a fait l'objet d'un retraitement en « chiffre d'affaires France », depuis que ce territoire d'Outre-Mer est devenu un département français au 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

-	Au 30 septembre 2011	=	+ 55 M€
-	Au 30 septembre 2010	=	+ 52 M€
-	Au 31 décembre 2010	=	+ 70 M€

## NOTE 3 ACTIF NON COURANT

### 3.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

6 213

NET	Terrains et constructions (a)	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	TOTAL
<b>30/09/2011</b>	<b>1 306</b>	<b>3 602</b>	<b>837</b>	<b>468</b>	<b>6 213</b>
dont locations financements	14	46	8		68
<b>31/12/2010</b>	<b>1 274</b>	<b>3 590</b>	<b>864</b>	<b>431</b>	<b>6 159</b>
dont locations financements	15	49	8		72

(a) dont terrains et carrières : 751 contre 708 en 2010

Les immobilisations corporelles nettes par métier sont détaillées en note 12 : "Information sectorielle".

### 3.2 GOODWILL

5 560

#### 3.2.1. Evolution de la valeur nette de la rubrique au 30 septembre

(hors goodwill sur entités associées → voir 3.4)

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
<b>31/12/2010</b>	<b>5 611</b>	<b>(80)</b>	<b>5 531</b>
Acquisitions, cessions, réévaluations et divers	16	18	34
Variations de change	(4)		(4)
Dotations		(1)	(1)
<b>30/09/2011</b>	<b>5 623</b>	<b>(63)</b>	<b>5 560</b>

#### 3.2.2. Répartition du goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT)

Métiers	30/09/2011		31/12/2010	
	Total	% Bouygues	Total	% Bouygues
Bouygues Construction (filiales)	384	99,97%	347	99,97%
Colas (a)	1 066	96,55%	1 063	96,62%
TF1 (a)	1 458	43,55%	1 468	43,09%
Bouygues Telecom	2 652	89,55%	2 651	89,55%
Autres			2	
<b>Total</b>	<b>5 560</b>		<b>5 531</b>	

(a) y compris goodwill généré au niveau métier sur l'acquisition de filiales

### 3.3 PRIX DE REVIENT CONSOLIDE DES ACTIONS COTEES (EN EUROS)

	Prix de revient consolidé par action au 30 septembre 2011	Cours de clôture de l'action au 30 septembre 2011
TF1	13,40	10,79 <sup>(a)</sup>
Colas	94,67	124,20 <sup>(a)</sup>
Alstom (b)	50,21	24,88

(a) Y compris évaluation d'une prime de contrôle.

(b) Voir note 2 / § 2.7

### 3.4 ENTITES ASSOCIEES

5 042

	Valeur nette
<b>31/12/2010</b>	<b>5 020</b>
Ecart de conversion	(9)
Investissements et augmentations de capital nets	(2)
Quote-part de résultat	143
Distribution de dividendes	(90)
Autres variations	(20)
<b>30/09/2011</b>	<b>5 042<sup>(a)</sup></b>

(a) dont Alstom = 4 393 (goodwill : 2 593) et Cofiroute [Colas] = 503

## NOTE 4 ACTIF COURANT

### STOCKS

2 807

	30/09/2011			31/12/2010
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Stocks de promotion immobilière	1 284	(133)	1 151	1 226
Stocks de matières premières et produits finis	1 058	(43)	1 015	836
Programmes et droits de diffusion (TF1)	796	(155)	641	618
<b>Total</b>	<b>3 138</b>	<b>(331)</b>	<b>2 807</b>	<b>2 680</b>

## NOTE 5 INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

**CAPITAL DE BOUYGUES SA (en euros)**

**356 535 365 €**

Au 30 septembre 2011, le capital social de Bouygues SA est constitué de 356 535 365 actions de un euro, dont l'évolution à cette date a été la suivante :

	31/12/2010	Flux 2011		30/09/2011
		Réduction	Augmentation	
Actions	365 862 523	(9 973 287) <sup>(a)</sup>	646 129 <sup>(b)</sup>	356 535 365
<b>Nombre de titres</b>	<b>365 862 523</b>	<b>(9 973 287)</b>	<b>646 129</b>	<b>356 535 365</b>
Nominal	1 €			1 €
<b>Capital en euros</b>	<b>365 862 523</b>	<b>(9 973 287)</b>	<b>646 129</b>	<b>356 535 365</b>

(a) Annulation des actions propres détenues par Bouygues SA

(b) Après levée de stocks options

## NOTE 6 - PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

**6.1 PROVISIONS NON COURANTES**

**1 889**

	Avantages au personnel long terme (a)	Litiges, contentieux, réclamations travaux (b)	Garanties données (c)	Autres provisions non courantes (d)	TOTAL
<b>31/12/10</b>	<b>498</b>	<b>364</b>	<b>372</b>	<b>636</b>	<b>1 870</b>
Ecart de conversion	(1)	(1)	0	(1)	(3)
Changement de périmètre	0	0	0	(4)	(4)
Dotations de l'exercice	31	58	52	53	194
Reprises sur provisions (utilisées ou non) (e)	(10)	(62)	(45)	(49)	(166)
Gains et pertes actuariels	1	0	0	0	1
Virements de rubriques et autres	(5)	(2)	4	0	(3)
<b>30/09/11</b>	<b>514</b>	<b>357</b>	<b>383</b>	<b>635</b>	<b>1 889</b>

**(a) Avantages au personnel à long terme**

**514**

- Indemnités de fin de carrière et médailles du travail 459
- Autres avantages au personnel long terme (fonds de pension sur filiales anglo-saxonnes [filiales Colas]) 55

**(b) Litiges et contentieux, réclamations travaux**

**357**

- Provisions sur litiges clients 180
- Réclamations sous traitants 36
- Autres litiges 141

**(c) Garanties données**

**383**

- Provisions pour garanties données aux clients 281
- Provisions pour garanties complémentaires bâtiment/génie civil/ TP 102



<b>(d) Autres provisions non courantes</b>	<b>635</b>
• Provisions pour risques liés aux divers contrôles administratifs et sur filiales et participations	210
• Provisions pour frais de remise en état des sites	226
• Autres provisions non courantes	199

**(e) Dont reprises de provisions non utilisées : (84)**

## 6.2 PROVISIONS COURANTES

**754**

- Provisions liées au cycle d'exploitation

	Garanties données aux clients	Risques chantiers travaux & fin de chantiers	Pertes à terminaison (a)	Autres provisions courantes (b)	TOTAL
<b>31/12/10</b>	<b>57</b>	<b>294</b>	<b>282</b>	<b>297</b>	<b>930</b>
Ecart de conversion	0	0	(7)	(5)	(12)
Changement de périmètre	(1)	(2)	0	3	0
Dotations de l'exercice	12	86	49	59	206
Reprises sur provisions (utilisées ou non) (c)	(13)	(93)	(157)	(104)	(367)
Virements de rubriques et autres	(1)	(3)	0	1	(3)
<b>30/09/11</b>	<b>54</b>	<b>282</b>	<b>167</b>	<b>251</b>	<b>754</b>

(a) Provisions pour pertes à terminaison : elles concernent l'activité construction : Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas (l'indication de provision individualisée par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci).

(b) Principales natures en autres provisions courantes : charges de réassurances / frais de remise en état des sites (partie courante) / garanties locatives (By Immobilier) / cofinancement de films (TF1) / litiges clients et garanties de passif (TF1) / provision fidélisation des clients "entreprises" (By Telecom)

(c) Dont reprises de provisions non utilisées : (71)

## NOTE 7 - DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES

### 7.1 REPARTITION DES EMPRUNTS

	Dettes financières courantes		Dettes financières non courantes	
	Total 30/09/11	Total 31/12/10	Total 30/09/11	Total 31/12/10
Emprunts obligataires	155	901	6 086	6 085
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	47	32	817	556
Emprunts issus des locations financement	24	23	42	47
Emprunts et dettes financières diverses	11	38	83	62
<b>Total emprunts</b>	<b>237</b> (1)	<b>994</b>	<b>7 028</b>	<b>6 750</b>

(1) Bouygues SA : l'emprunt obligataire émis en 2003 pour un montant de 750M€ a été remboursé en totalité en février 2011 (dettes courantes).

### 7.2 COVENANTS ET TRIGGER EVENTS

Les emprunts obligataires à échéance 2013, 2015, 2016, 2018, 2019 et 2026 comportent une clause de « change of control » (clause de changement de contrôle de Bouygues SA).

Les crédits bancaires contractés par Bouygues ne comportent ni covenant financier ni trigger event. Il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues SA.

## NOTE 8 – PRINCIPAUX ELEMENTS DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET

	31/12/2010	Flux 2011	30/09/2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 576	(1 662)	3 914
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(294)	(147)	(441)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>5 282</b>	<b>(1 809)</b> <sup>(a)</sup>	<b>3 473</b>
Dettes financières long terme	(6 750)	(278)	(7 028)
Dettes financières (part à moins d'un an)	(994)	757	(237)
Instruments financiers net	(11)	(5)	(16)
<b>Endettement brut</b>	<b>(7 755)</b>	<b>474</b>	<b>(7 281)</b>
<b>Endettement net (passif)</b>	<b>(2 473)</b>	<b>(1 335)</b>	<b>(3 808)</b>

(a) Flux nets de trésorerie analysés au tableau des flux de trésorerie au 30 septembre 2011

## NOTE 9 - ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

### 9.1 ANALYSE GLOBALE PAR NATURE

ACTIVITE	30 septembre	
	2011	2010
Ventes	2 238	1 988
Prestations de service	8 746	8 912
Contrats de construction	12 735	12 167
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>23 719</b>	<b>23 067</b>
Autres produits de l'activité	93	115
<b>Total</b>	<b>23 812</b>	<b>23 182</b>

### 9.2 CONTRIBUTION DES METIERS AU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE

ACTIVITE	Chiffre d'affaires au 30 septembre 2011				Chiffre d'affaires au 30 septembre 2010			
	France	International	Total	%	France	International	Total	%
BTP	3 769	3 219	6 988	29%	3 592	3 026	6 618	29%
Immobilier	1 480	67	1 547	7%	1 598	163	1 761	8%
Routes	5 428	3 651	9 079	38%	5 030	3 706	8 736	38%
Médias	1 543	281	1 824	8%	1 527	279	1 806	8%
Télécoms	4 274	0	4 274	18%	4 134	0	4 134	17%
Bouygues SA et filiales diverses	4	3	7	0%	9	3	12	0%
<b>CA consolidé</b>	<b>16 498</b>	<b>7 221</b> <sup>(a)</sup>	<b>23 719</b>	<b>100%</b>	<b>15 890</b>	<b>7 177</b>	<b>23 067</b>	<b>100%</b>
<b>% 2011/2010</b>	<b>3,8%</b>	<b>0,6%</b>	<b>2,8%</b>					

(a) y compris le CA export

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres	TOTAL 30/09/11	TOTAL 30/09/10
Chiffre d'affaires total	7 086	1 548	9 168	1 839	4 285	90	24 016	23 426
Chiffre d'affaires inter-activité	(98)	(1)	(89)	(15)	(11)	(83)	(297)	(359)
<b>Chiffre d'affaires nets avec clients externes</b>	<b>6 988</b>	<b>1 547</b>	<b>9 079</b>	<b>1 824</b>	<b>4 274</b>	<b>7</b>	<b>23 719</b>	<b>23 067</b>

## NOTE 10 - RESULTAT OPERATIONNEL

	30/09/2011	30/09/2010
<b>Résultat Opérationnel courant</b>	<b>1 338</b>	<b>1 328</b>
Autres produits opérationnels	38 <sup>(a)</sup>	96 <sup>(b)</sup>
Autres charges opérationnelles	0	(26) <sup>(c)</sup>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 376</b>	<b>1 398</b>

(a) Bouygues Telecom : produits de cession divers

(b) TF1 : Au 30 septembre 2010, les autres produits opérationnels de 96 représentent le produit net constaté sur la réévaluation à la juste valeur des titres antérieurement détenus sur TMC et NT1.

(c) Colas : amende et litige liés à des affaires de concurrence (13) ; dépréciations de goodwill sur diverses filiales (13).

## NOTE 11 - CHARGE D'IMPÔT

	30/09/2011	30/09/2010
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(339)	(357)
Impositions différées nettes	(56)	(19)
<b>Charge d'impôt</b>	<b>(395)</b>	<b>(376)</b>
Taux effectif d'impôt	33,9% <sup>(a)</sup>	32,1% <sup>(b)</sup>

Le taux effectif d'impôt de :

- (a) Septembre 2011 = 33,9%, il inclut notamment certains produits non imposables (abandon de créances Bouygues Immobilier = (34))
- (b) Septembre 2010 = 32,1%, dont plus-value de cession sur titres Alstom Hydro Holding (+42) imposable en France à long terme (1,7%)

## NOTE 12 - INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle ci-après présente sous la forme d'une analyse de contribution par activité les éléments ci-dessous :

### ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITE AU 30 SEPTEMBRE

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA & autres filiales	TOTAL	TOTAL
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>							30/09/11	30/09/10
Résultat opérationnel	266	127	274	195	550	(36)	1 376	1 398
Résultat net part du Groupe	159	78	201	55	316	(15)	794	923
<b>BILAN</b>							30/09/11	31/12/10
Immobilisations incorporelles et corporelles	680	20	2 493	312	3 524	150	7 179	7 149
Endettement net	2 393	275	(823)	87	(440)	(5 300)	(3 808)	(2 473)
<b>AUTRES INDICATEURS FINANCIERS</b>							30/09/11	30/09/10
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	177	7	252	29	536	(4)	997	864
Ebitda	370	126	595	229	1 035	(41)	2 314	2 391
Capacité d'autofinancement	400	129	620	242	1 052	40	2 483	2 428
Cash Flow Libre	118	91	253	155	325	(56)	886	937

Les investissements financiers nets sont de 74 principalement dans le BTP (dont Leadbitter pour 37) et Routes (dont Gamma Materials Ltd pour 33)

## NOTE 13 - PRINCIPAUX TAUX DE CONVERSION

Convention : 1 unité monétaire locale = X euros

Pays	Unité monétaire	Cours de clôture en Euro (1)		Cours moyen de la période (2)	
		30/09/2011	31/12/2010	01/01 au 30/09/2011	Exercice 2010
<b>EUROPE</b>					
Danemark	Couronne danoise	0,134304	0,134165	0,134156	0,134269
Grande Bretagne	Livre sterling	1,145147	1,161778	1,139616	1,168215
Hongrie	Forint hongrois	0,003412	0,003598	0,003684	0,003617
Pologne	Zloty polonais	0,222901	0,251572	0,247074	0,249695
République Tchèque	Couronne tchèque	0,040196	0,039903	0,041019	0,039583
Roumanie	Nouveau leu roumain	0,232261	0,234632	0,237996	0,237141
Suisse	Franc suisse	0,814664	0,799744	0,808538	0,729949
<b>AMERIQUE DU NORD</b>					
Etats-Unis	Dollar US	0,743605	0,748391	0,705390	0,757189
Canada	Dollar canadien	0,719735	0,750638	0,722149	0,732055
<b>AUTRES</b>					
Maroc	Dirham marocain	0,089469	0,089497	0,088608	0,089724
Thaïlande	Baht thaïlandais	0,024167	0,024894	0,023249	0,023913
Hong Kong	Dollar hong kong	0,095325	0,096287	0,090586	0,097455
Communauté financière africaine	Franc CFA	0,001524	0,001524	0,001524	0,001524
Afrique du Sud	Rand sud africain	0,090290	0,112835	0,100528	0,103544

(1) Conversion du bilan

(2) Conversion du compte de résultat